

Point sur la conjoncture française à début janvier 2022

Le mois de décembre et le début de cette année ont été marqués par la cinquième vague de Covid-19 et la diffusion de plus en plus large du variant Omicron. Notre enquête de conjoncture, menée auprès de 8 500 entreprises ou établissements, entre le 20 décembre et le 6 janvier (dont 80 % des entretiens avec les chefs d'entreprise ont été réalisés tout début janvier), montre qu'à ce stade l'activité a bien résisté globalement, avec toutefois des disparités sectorielles.

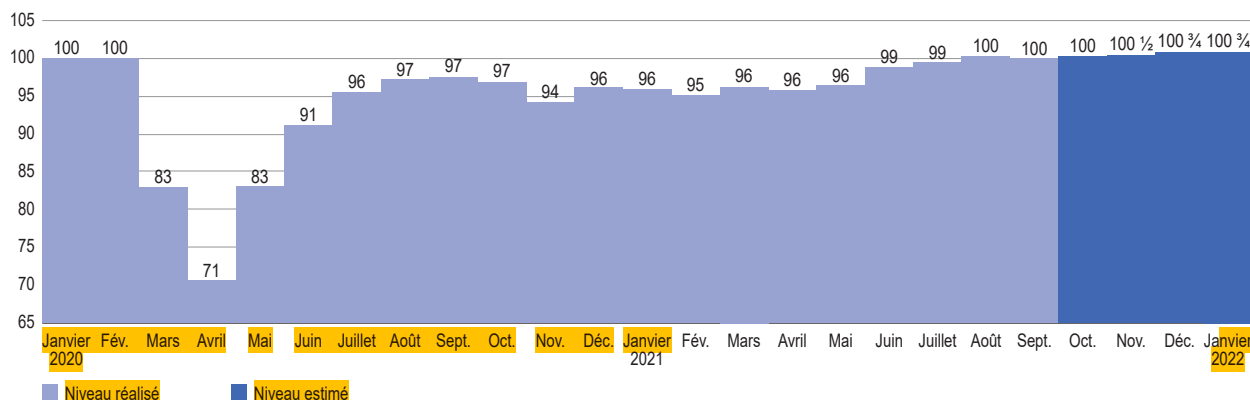
Selon les chefs d'entreprise interrogés, l'activité a en effet progressé en décembre dans l'industrie et les services marchands couverts par l'enquête et, de façon plus modérée, dans le bâtiment. En outre, pour le mois de janvier, les entreprises interrogées anticipent que l'activité progresserait très légèrement dans l'industrie (sauf dans l'automobile et les produits informatiques, électroniques et optiques, du fait notamment des difficultés d'approvisionnement en composants) et serait stable dans le bâtiment ; dans les services on observerait une hétérogénéité marquée entre secteurs, certains prévoyant un repli marqué de l'activité, en lien avec le contexte sanitaire (hébergement-restauration, événementiel, etc.) tandis que les services aux entreprises resteraient bien orientés. Du fait de la nouvelle flambée épidémique, les entreprises signalent toutefois un regain significatif d'incertitude qui doit conduire à interpréter avec une plus grande précaution qu'habituellement leurs anticipations.

Les difficultés de recrutement sont toujours importantes ; elles concernent environ la moitié des entreprises (52 %, après 51 % en novembre). Les difficultés d'approvisionnement enregistrent une légère baisse dans l'industrie (53 % des entreprises, après 56 % en novembre) et un repli encore plus marqué dans le bâtiment (48 % des entreprises, après 58 % en novembre). Le léger relâchement des tensions sur les approvisionnements et le coût des matières premières a entraîné une stabilisation de l'opinion des chefs d'entreprise sur l'évolution de leurs prix, à un niveau qui reste cependant élevé ; pour le mois de janvier (mois traditionnel de révision des prix pour beaucoup d'entreprises), la proportion de chefs d'entreprise anticipant une hausse de prix est, comme attendu, sensiblement au-dessus des années précédentes. *In fine*, les éléments relatifs aux prix communiqués par les chefs d'entreprise dans l'enquête mensuelle de conjoncture (EMC) de début janvier 2022 sont en cohérence avec nos dernières prévisions d'inflation, publiées mi-décembre 2021.

Après avoir retrouvé son niveau d'avant-crise durant le troisième trimestre, nous estimons que le PIB dépasserait ce niveau de ¾ point en décembre. La hausse du PIB serait d'environ + 0,6 % au quatrième trimestre par rapport au trimestre précédent et cela confirme notre prévision d'une croissance de 6,7 % en moyenne annuelle en 2021. De plus, les anticipations de stabilisation de l'activité en janvier sont compatibles avec notre scénario central de projection pour 2022.

Niveau de PIB

(en % du niveau d'avant-crise)



1. En décembre, l'activité progresse dans l'industrie et les services et, de façon plus modérée, dans le bâtiment

Malgré un contexte sanitaire marqué par la cinquième vague et la diffusion du variant Omicron, l'activité s'est améliorée dans presque tous les secteurs industriels en décembre.

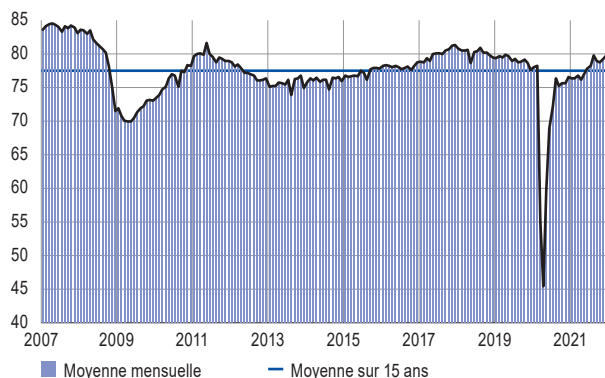
Dans l'ensemble de l'**industrie**, le taux d'utilisation des capacités de production s'établit à 80 % en décembre, après 79 % en novembre, soit un niveau supérieur à celui d'avant-crise (78 % en février 2020). Ce taux progresse légèrement dans tous les secteurs et, pour le deuxième mois consécutif, plus nettement dans l'industrie automobile (où il reste toutefois encore relativement bas, à 69 % après 64 %).

Le secteur de l'aéronautique et autres transports présente encore un taux très dégradé (- 7 points par rapport à sa moyenne historique).

Les soldes d'opinion relatifs à la production indiquent une hausse de l'activité dans tous les secteurs sauf dans celui de l'agro-alimentaire. L'industrie pharmaceutique et l'industrie automobile enregistrent de fortes augmentations de leur production ce mois-ci (pour le secteur automobile, en lien avec une meilleure disponibilité ponctuelle de semi-conducteurs sur certains sites de production) et, dans une moindre mesure, le secteur des produits en caoutchouc, plastique ainsi que celui des équipements électriques.

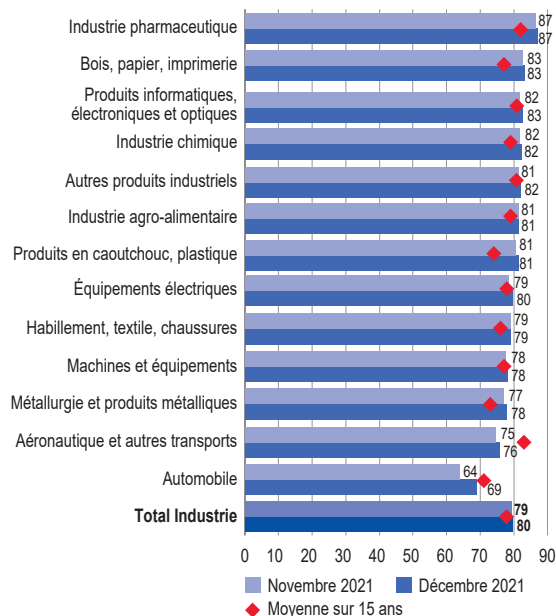
Taux d'utilisation des capacités de production dans l'industrie

(en %, données CVS-CJO)



Taux d'utilisation des capacités de production par sous-secteur

(en %, données CVS-CJO)



Dans les **services marchands**, l'activité progresse une nouvelle fois en décembre. Les plus fortes progressions concernent les services aux entreprises : intérim, conseil en gestion, publicité, etc. Après le redressement enregistré dans l'hébergement et la restauration les mois antérieurs, la progression dans ces deux secteurs ralentit.

Dans le secteur du **bâtiment**, l'activité s'inscrit en très légère hausse : le gros œuvre progresse plus fortement que le second œuvre, quasi stable, les entreprises évoquant de nouveau l'impact des difficultés de recrutement.

2. En janvier, l'activité progresserait très légèrement dans l'industrie et serait stable dans le bâtiment ; dans les services on observerait une forte hétérogénéité selon les secteurs

Dans l'**industrie**, la production progresserait sensiblement dans l'industrie chimique, la fabrication des équipements électriques et l'agro-alimentaire. A l'inverse, l'activité dans le secteur automobile, en progression en décembre, baisserait fortement en janvier, comme celle des produits informatiques, électroniques et optiques, en raison notamment de perspectives toujours négatives concernant la disponibilité de composants.

Dans les **services**, l'activité s'inscrirait au global en léger repli, mais avec une forte hétérogénéité entre secteurs : alors que le travail temporaire et la plupart des services aux entreprises sont bien orientés, l'hébergement et la restauration, ainsi que le secteur de l'événementiel, enregistreraient une forte détérioration en lien avec le contexte sanitaire. Ainsi, selon les chefs d'entreprise, l'activité se situerait à 64 % de son niveau d'avant-crise dans l'hébergement (à comparer à 80 % en moyenne sur le quatrième trimestre 2021) et à 75 % dans la restauration (à comparer à 85 % en moyenne sur le quatrième trimestre 2021).

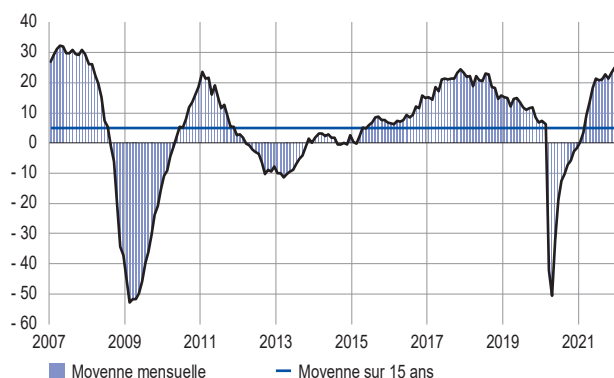
Dans le secteur du **bâtiment**, l'activité évoluerait peu, avec un très léger repli dans le gros œuvre et une légère amélioration dans le second œuvre.

Dans le contexte de flambée épidémique, avec notamment des interrogations sur le niveau d'absentéisme qui sera atteint en janvier, les prévisions des entreprises sont cependant à considérer avec davantage de prudence qu'habituellement : notre analyse sur le climat d'incertitude montre ainsi un net regain de celle-ci notamment dans les services (cf. encadré).

L'opinion sur les **carnets de commandes** se tasse légèrement dans le bâtiment mais progresse dans l'industrie. Dans les deux cas, elle se situe largement au-dessus de sa moyenne de long terme.

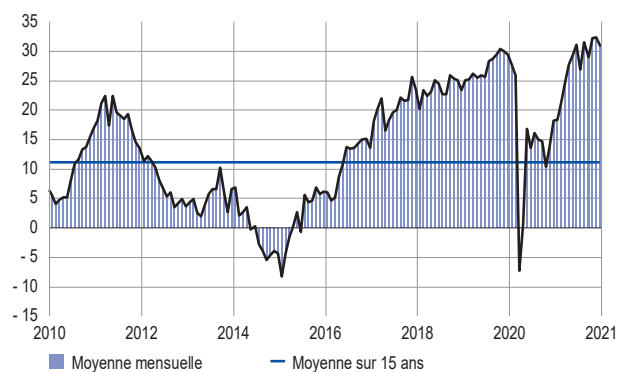
Situation des carnets de commandes dans l'industrie

(solde d'opinion CVS-CJO)



Situation des carnets de commandes dans le bâtiment

(solde d'opinion CVS-CJO)



L'indicateur d'incertitude repart à la hausse

Dans l'enquête mensuelle de conjoncture (EMC), outre les réponses aux questions posées, les chefs d'entreprise interrogés ont la possibilité de formuler des commentaires sur leur activité et celle de leur secteur. L'analyse textuelle des termes et expressions liés à l'incertitude (e.g. incertain, inquiet, indécis, etc.) permet de construire une métrique évoluant au cours du temps.

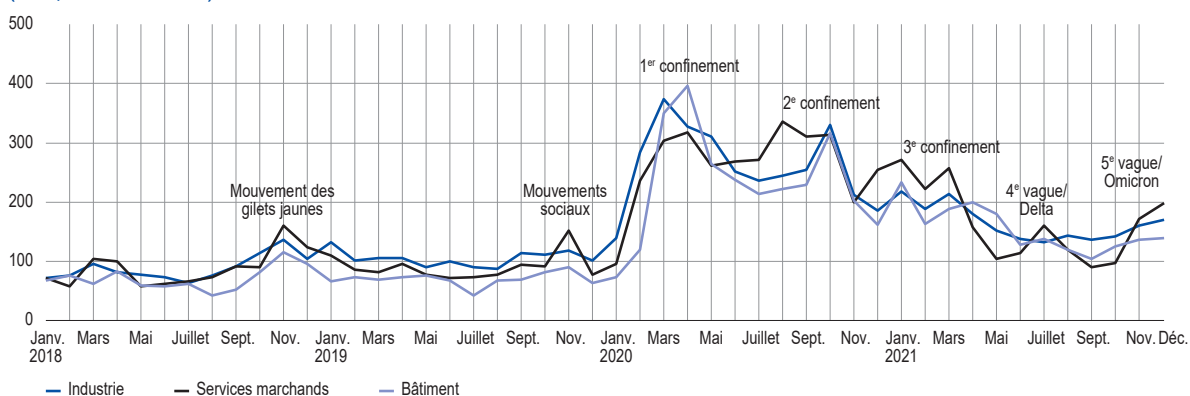
Cet indicateur permet de comparer des événements ayant pu affecter le sentiment des chefs d'entreprise (gilets jaunes, mouvement sociaux contre la réforme des retraites, pandémie). Sa valeur de référence est fixée à 100 et correspond à la valeur autour de laquelle fluctue l'indicateur en période normale, c'est-à-dire sans événement majeur affectant la conjoncture.

L'analyse de l'indicateur sur les quatre dernières années permet de dresser les constats suivants :

- La crise du Covid-19 correspond à une situation exceptionnelle, tant dans son ampleur (avec un indicateur près de 3 fois supérieur à ce qui a été mesuré au début du mouvement des gilets jaunes de 2018), que dans sa durée.
- Après le pic mesuré lors du premier confinement, l'incertitude suit une tendance plutôt baissière, avec des variations liées aux annonces et anticipations de mesures de restrictions, jusqu'à un point bas atteint en juillet dernier dans l'industrie, et en septembre dans le bâtiment et les services.
- Depuis, l'indicateur repart à la hausse, tout particulièrement dans les services qui enregistrent une forte progression au cours des deux derniers mois (notamment dans l'hébergement-restauration, activités de loisirs et services à la personne, transports et, dans une moindre mesure, certains services aux entreprises).

Indicateur d'incertitude dans les commentaires de l'enquête mensuelle de conjoncture (EMC)

(en %, données brutes)

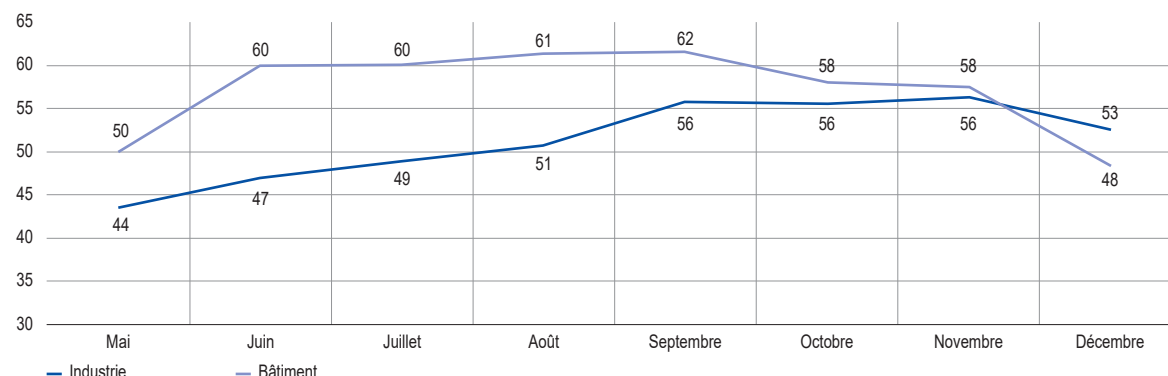


Les difficultés d'approvisionnement et de recrutement et l'évolution des prix

Interrogés sur leurs **difficultés d'approvisionnement**, les chefs d'entreprise observent une légère détente en décembre. Ainsi, la part des chefs d'entreprise qui jugent que ces difficultés ont pesé sur leur activité se réduit légèrement dans l'industrie, de 56 % à 53 %, et de façon plus prononcée dans le bâtiment, de 58 % à 48 %, cette baisse s'expliquant par une moindre demande dans un contexte de basse saison pour le secteur.

Part des entreprises indiquant des difficultés d'approvisionnement

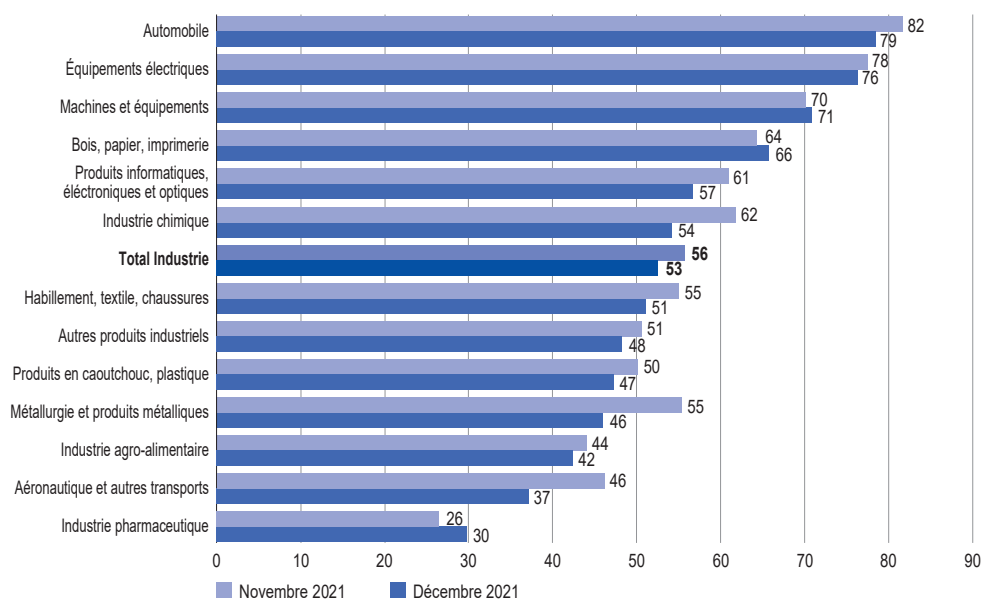
(en %, données brutes)



Dans l'industrie, on constate néanmoins de larges disparités à la fois dans les niveaux et les évolutions des difficultés d'approvisionnement. D'un côté, l'automobile, la fabrication d'équipements électriques, la fabrication de machines et équipements, l'industrie du bois, papier et imprimerie demeurent les secteurs où les taux de difficultés sont les plus élevés et ne diminuent pas significativement depuis la fin de l'été. À l'inverse, ces taux se sont repliés dans l'industrie chimique, la métallurgie et l'aéronautique. À noter enfin, le cas particulier de l'industrie pharmaceutique, où les difficultés restent les plus basses mais en hausse sur les derniers mois ; ces difficultés accrues concernent à la fois les matières premières et les articles de conditionnement (papier, cartons d'emballages), et reflètent vraisemblablement le très haut niveau d'activité dans ce secteur.

Part des entreprises indiquant des difficultés d'approvisionnement – Industrie, décembre 2021

(en %, données brutes)

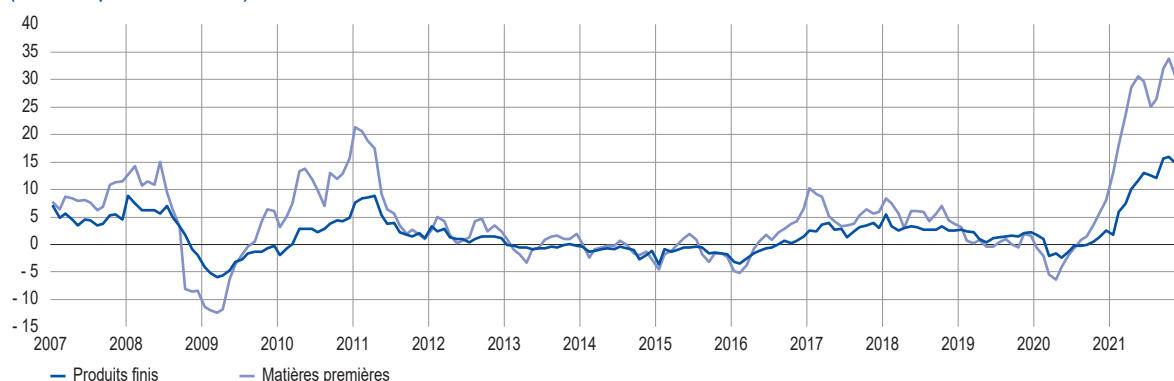


.../...

Selon les chefs d'entreprise interrogés, les difficultés d'approvisionnement s'accompagnent de hausses des **prix** des matières premières et des produits finis. Comme les mois précédents, les soldes d'opinion montrent des hausses moins fortes des prix de vente que des prix des matières premières. Les chefs d'entreprise sont particulièrement nombreux à indiquer des hausses de prix importantes dans l'industrie chimique et dans le secteur du bois, papier et imprimerie.

Solde d'opinion sur l'évolution des prix par rapport au mois précédent – Industrie manufacturière

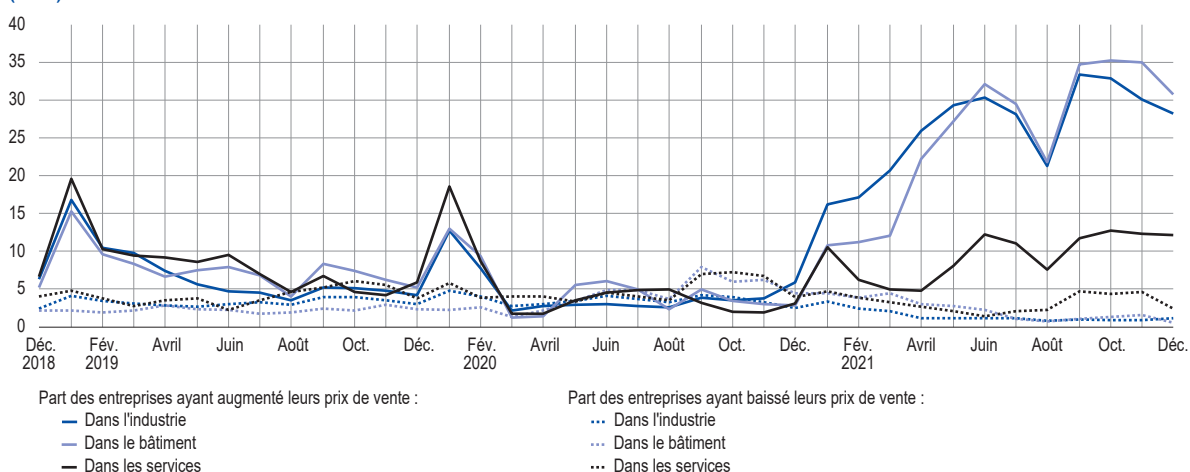
(solde d'opinion CVS-CJO)



On observe cependant que la proportion des chefs d'entreprise qui déclarent des hausses de prix au cours du mois écoulé se replie en décembre : 22 % des chefs d'entreprise déclarent avoir augmenté leur prix de vente. Cette proportion est en repli par rapport à novembre, mais continue de se situer à un niveau haut comparé à décembre 2019 et décembre 2020, où cette proportion n'était que d'à peine 5 %. Ce repli est observé dans les trois grands secteurs (bâtiment, industrie, services), mais est plus sensible dans l'industrie (28 %, contre 33 % en novembre) et le bâtiment (31 %, contre 35 % en novembre).

Proportion de chefs d'entreprise ayant augmenté ou baissé leurs prix de vente au cours du mois écoulé, par grand secteur

(en %)



Note : Chiffres non pondérés, données brutes.

Source : Enquête mensuelle de conjoncture (EMC), décembre 2018 - décembre 2021.

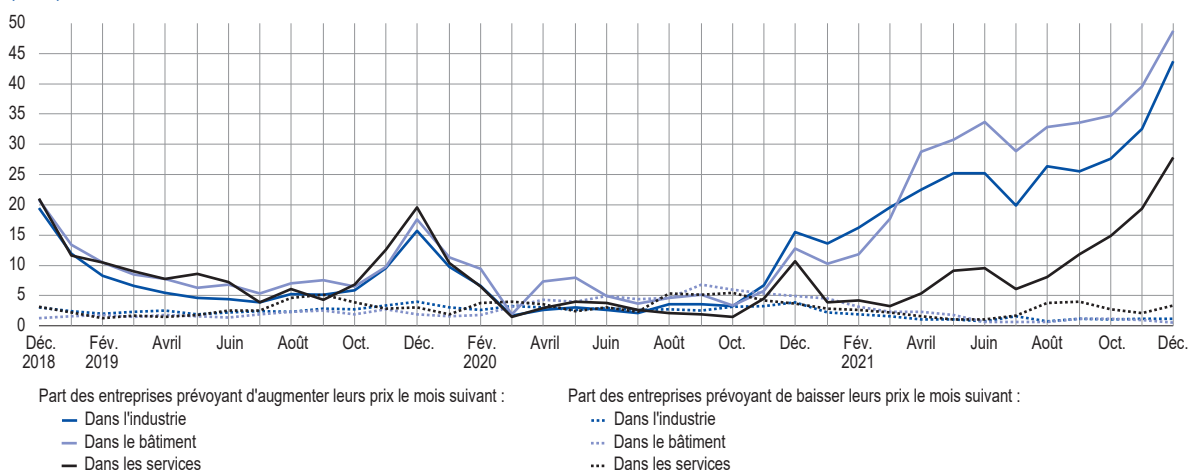
.../...

En décembre 2021, les chefs d'entreprise sont néanmoins plus nombreux qu'en novembre à anticiper des hausses de prix pour le mois suivant. Le mois de janvier est généralement associé à des mises à jour régulières de prix par les entreprises et donc à des hausses de prix plus fréquentes que les autres mois de l'année. Toutefois, pour janvier 2022, la proportion de chefs d'entreprise anticipant une hausse de prix est sensiblement au-dessus de ce qui a pu être observé au cours des dernières années à la même période. Près d'une entreprise sur deux dans le bâtiment, 43 % des entreprises dans l'industrie et 28 % des entreprises dans les services anticipent une hausse de leur prix pour janvier 2022. Ces proportions étaient plus proches de 20 % en décembre 2018 et décembre 2019.

Les éléments relatifs aux prix communiqués par les chefs d'entreprise sont compatibles avec nos dernières prévisions d'inflation, publiées mi-décembre 2021. Il est en effet important de rappeler que les variations de prix anticipées par les chefs d'entreprise de l'industrie sont partiellement absorbées le long de la chaîne de production et de distribution : ainsi, selon les données provisoires, la hausse des prix à la production de l'industrie pour le marché français se situait en novembre 2021 à + 17,4 % sur un an, à comparer à + 1,6 % sur un an pour l'augmentation des prix à la consommation (IPCH) des biens industriels hors énergie. S'agissant des services, notre prévision de hausse des prix des « services privés » (excluant les loyers, les services de santé et les services de communication) est également compatible avec l'accroissement de la part des chefs d'entreprise anticipant une hausse des prix : au premier trimestre 2022, elle s'élèverait à 2,7 % sur un an selon nos prévisions de mi-décembre, alors qu'elle était à seulement 1,4 % au premier trimestre 2021.

Proportion de chefs d'entreprise prévoyant d'augmenter ou de baisser leurs prix de vente le mois prochain, par grand secteur

(en %)



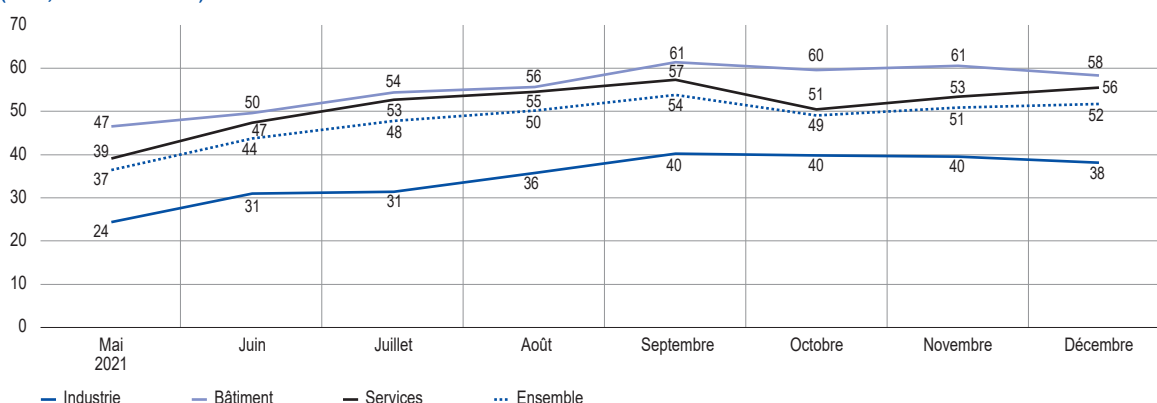
Note : Chiffres non pondérés, données brutes.
Source : Enquête mensuelle de conjoncture (EMC), décembre 2018 - décembre 2021.

.../...

Les chefs d'entreprise ont également été interrogés sur leurs **difficultés de recrutement**. Tous secteurs confondus, elles concernent toujours environ la moitié des entreprises (52 %, après 51 % en novembre). En très léger repli dans l'industrie et le bâtiment, celles-ci repartent un peu à la hausse dans les services, plus particulièrement dans les services aux entreprises et le transport.

Part des entreprises indiquant des difficultés de recrutement

(en %, données brutes)



3. Les estimations issues principalement de l'enquête, complétées par d'autres indicateurs, suggèrent un niveau de PIB au-dessus du niveau d'avant-crise d'environ ¾ point de pourcentage en décembre, qui resterait stable en janvier

Dans notre précédent point de conjoncture, paru le 7 décembre 2021, nous avons estimé que le niveau du PIB en novembre était d'1½ point au-dessus du niveau d'avant-crise, puis serait de ¾ de point au-dessus du niveau d'avant-crise à partir de décembre.

Pour le mois de décembre, l'utilisation des informations de l'enquête à un niveau de désagrégation fin, ainsi que d'autres données dont nous disposons, nous amène confirmer cette estimation : le PIB se situerait au-dessus de son niveau d'avant-crise de près de ¾ de point de pourcentage.

Cette évaluation utilise aussi les données à haute fréquence que nous suivons à titre de complément pour les secteurs non couverts par l'enquête (notamment commerce et transports), ainsi que pour confirmer notre évaluation sur l'industrie et les services couverts. En particulier, les dépenses par carte bancaire donnent des indications utiles pour le secteur du commerce de détail, dont l'activité serait en légère baisse par rapport à novembre. Les données plus générales de *Google mobility* et de trafic routier nous renseignent, elles, sur le secteur des transports, dont l'activité serait quasi stable par rapport à novembre.

Valeur ajoutée par branche

(écart au niveau d'avant-crise en pourcentage)

Branche d'activité	Octobre	Novembre	Décembre
Agriculture et industrie	- 2	- 2	- 1
Agriculture et industrie agro-alimentaire	0	2	2
Énergie, eau, déchets, cokéfaction et raffinage	8	8	8
Industrie manufacturière hors alimentaire et cokéfaction-raffinage	- 6	- 7	- 5
Construction	- 1	- 2	- 5
Services marchands	0	1	1
Commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration	- 5	- 6	- 7
Services financiers et immobiliers	2	2	2
Autres services marchands	3	5	7
Services non marchands	2	2	2
Total	0	½	¾

Dans l'enquête, les anticipations des entreprises pour janvier indiquent une stabilisation de l'activité. L'estimation de l'activité en janvier est ce mois-ci entourée d'un plus fort degré d'incertitude dans le contexte caractérisé par la flambée épidémique. Mais les informations de l'enquête, combinées à des hypothèses sur les secteurs partiellement ou non couverts par l'enquête, nous amènent à estimer l'activité en janvier à environ ¾ de point au-dessus de son niveau d'avant-crise.

Notre estimation avancée de la croissance du PIB pour le quatrième trimestre 2021 s'établit ainsi autour de + 0,6 % par rapport au trimestre précédent.

Cette estimation confirme notre dernière prévision de croissance pour l'année 2021, à 6,7 % en moyenne annuelle. De plus, les anticipations de stabilisation de l'activité en janvier sont compatibles avec notre scénario central de projection pour début 2022 (le scénario alternatif de détérioration sévère mais temporaire de l'activité ne se matérialisant donc pas à ce stade).